

27/02/2024

14h – 16h10

Visio-conférence / présentiel

COMITE STRATEGIQUE REGIONAL 2024



Direction régionale
de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités (DREETS)



Ordre du jour

- Tour de table des actualités *20 min*
- Etat des lieux des enjeux et situations des structures ESS *15 min*
- Partage des analyses des pilotes sur les besoins d'accompagnements ESS *45 min*
 - Retour des évènements par les pilotes
 - Définition des priorités d'accompagnement et d'animation souhaitées pour le DLA
- Financement du dispositif Etat – Banque des Territoires – Conseil Régional *20 min*
 - Répartition des financements
 - Calendrier des demandes de financements
 - Évolution depuis 2023 de la période de fin de l'activité DLA pour la DREETS
- Points divers sur le pilotage *25 min*
 - Futur ENT Actualisation du règlement intérieur du DLA HdF
 - Règlement intérieur non validé
 - Relation prestataires

Tour de table des actualités

20 mn

- **Région** : Quentin Pille (Région) ; nouvelle vice présidente à l'ESS et changement du statut du conseiller régional à la vie associative qui devient VP ; 4^{ème} rencontre des accompagnateurs avec présentation de l'offre de financement ; budget ESS maintenu en 2024 au niveau 2023 (d'autres politiques ont eu des baisses) ; période de dialogue avec les intercommunalité (définition de dispositifs financiers à destination de l'ESS + Territoires ESS pour l'accompagnement des territoires dans la définition de leurs politique de soutien à l'ESS) ; conférence régionale de l'ESS a permis la production d'un livrable qui a permis l'élaboration d'une feuille de route ESS dans le cadre du SRDE2I sur une triennale ou 4 ans
- **Etat** : Pascal Haquette (réfèrent ESS pour la DREETS HDF) ; baisse de financement ESS dont l'impact régional n'est pas encore estimé (potentiellement baisse à la marge) pour le DLA, DASESS, FIDESS ; discussion entre DREETS mais difficulté de faire évoluer les montants
- **Banque des Territoires** : Nadège Farvacque (référente ESS) ; partenariat avec la Compagnie des tiers-lieux (financement fonctionnement et formation) 2024 – 2025 ; partenariat avec la CRESS HDF (prix de l'ESS, environnement partenarial) en 2024 puis 2025-2027 ; participation en interDLA en décembre 2023
- **LMA HdF** : Claire Bizet (représente le Président du Mouvement associatif HDF) ; inquiétudes sur la baisse du budget de 10 Mds€ dans un contexte de crise économique pour de nombreuses associations (voir communiqués des réseaux et ONG restos du cœurs...) ; Conférence régionale de la Vie associative le 4 juillet 2024 sur la thématique des crises ; partenariat avec la Carsat sur l'engagement des jeunes retraité.e.s ; projet FACT avec l'ANACT ; renouvellement du projet Numéris'ASSO
- **CRESS HdF** : Delphine Grillères, deux recrutements prévus en mars 2024 Anne (chargée de mission observatoire) et Camille Flandre (chargée de mission partenariat) ; AG ouverte le 20 juin

DLA Régional : Claire Collet Leslie Martin Ayoub Lamdassni (LMA HDF)

27/02/2024



Etat des lieux des enjeux et situation des structures ESS

présentation par le DLA R 15 minutes

Approche par secteurs de l'ESS

Des constats transversaux

- **Inflation et fragilité économique** : Augmentation des coûts énergétiques et difficultés de négociations pour augmenter les subventions ; selon les secteurs d'activité, peut se traduire par un développement des ressources d'activités ; **Enquête associations et inflation du Mouvement associatif, avril 2023** [accéder à l'enquête](#). Selon les associations, plusieurs facteurs ont actuellement une incidence sur leur santé financière :
 - la hausse des prix (pour 61% des associations)
 - la baisse des aides des collectivités (57%)
 - les difficultés financières des adhérents (56%)
 - la baisse du nombre d'adhérents (50%)
 - la hausse du coût de l'énergie (44%)
- L'inflation a des conséquences sur le comportement des adhérents pour 73% des associations (baisse des souscriptions et/ou des participations aux activités, non renouvellement d'adhésions, ...) et des bénévoles pour 61% d'entre elles (limitation des déplacements, réduction de l'activité bénévole, ...).
- Par ailleurs, près de 40% des associations indiquent avoir déjà dû adapter et/ou annuler des activités en raison du contexte inflationniste.
- **Situation RH** : Difficulté de recrutement sur les postes techniques et un départ à la retraite anticipé pour les postes de direction
- **Evolution des modalités d'engagement** : difficulté d'identification et de fidélisation de nouveaux bénévoles ; enjeu de renouvellement des gouvernances associatives (départ des membres du bureau phénomène de « retraite militante »)
- **Communication** : difficulté à financer des postes de chargé.e.s de communication, la question de la communication est souvent oubliée ; d'après le CRDLA Numérique, en 2022, encore 76% des associations rencontrent des difficultés sur les questions numériques

Approche par secteurs de l'ESS

En résumé, des risques de crises multiples

Pilier humain	Pilier économique	Pilier partenarial
<ul style="list-style-type: none"> • Salarial : Affaiblissement des équipes salariées (départs à la retraite, reconversions, difficultés de recrutement) • Bénévoles de gouvernances : Évolution des modalités d'engagement, perte de sens de l'engagement (complexité administrative, GRH), diminution et non renouvellement de l'engagement, difficultés à identifier des personnes • Bénévoles de terrain : Évolution des modalités d'engagement (engagement post-it) 	<p>Crise des modèles économiques Plusieurs types de modèles économiques en risque de crise (cycles d'exercices déficitaires) du fait de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Augmentation des dépenses liées à l'inflation (dont l'augmentation des salaires) • Évolution des modèles économiques vers un développement des recettes d'activités • Difficultés de négociation des subventions Etat et collectivités territoriales dans le contexte inflationniste 	<p>Impact pas encore mesuré ; voir résultats de l'Enquête ORVA</p>

Approche par secteurs de l'ESS

Solidarité & Santé

- **Attractivité des métiers** : difficultés de recrutement et de pérennisation des équipes
- **Fragilisation économique** (Marchandisation, Inflation et concurrence du privé lucratif)
- **Évolution des pratiques professionnelles** : de nombreux rapports et politiques publiques tendent à faire évoluer la place des bénéficiaires dans les pratiques professionnelles
- **ESAT** : réformes qui permettent l'exercice d'une activité salarié à temps partiel en milieu ordinaire ; évolution du statut possible **des bénéficiaires qui deviendraient salarié.e.s**, impliquant une mutation de leur modèle socio-économique
- **Services à la personne** : Décret du 13 juillet 2023 imposant la fusion des 3 types de service à la personne à savoir les **SAAD, SSIAD, SPASAD** en une structure départementale de **SAD** (Services autonomie à Domicile).
 - Possible évolution par le Sénat qui rendrait optionnelle cette fusion = stop and go pour les acteurs
- **Centres sociaux et socio-culturel** : augmentation de la masse salariale supérieure aux augmentations de financements négociées avec la CNAF ; modèles économiques en crise
- **Crèches** : risque de fermeture des crèches (principalement les crèches PAJE) ; concurrence avec le privé lucratif : des créations de structure qui occasionnent des fermetures ; [voir le Réseau ACEPP](#)
 - Création du service public de la petite enfance en cours (décret d'application pas encore publié)

Approche par secteurs de l'ESS

Sport

- 2024 étant l'année des JO de Paris, le ministère des sport mène deux politiques
 - **Insertion par le sport** développer l'emploi et l'insertion par le sport (création de 100 000 emplois par an) et notamment **professionnaliser** l'ensemble du secteur sur les enjeux liés à l'emploi.
 - **Bénévolat** : **Simplifier la vie associative, mieux accompagner les dirigeants sportifs bénévoles au quotidien, encourager et valoriser l'engagement**
- Recours important aux contrat d'apprentissage sans capacité à pérenniser les postes (source AFDAS)
- Enjeux de renouvellement des gouvernances dans le cadre des directives de l'ANS sur la parité des Conseils d'Administration et le renouvellement des gouvernance et projets sportifs dans le cadre de l'olympiade 2025-2028

Approche par secteurs de l'ESS

IAE

- Depuis février 2024, la délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (**DGEFP**) est entrain de réunir les acteurs nationaux de l'IAE pour **construire une nouvelle feuille de route pour l'IAE autour de trois sujets :**
 - 1. Identification, mobilisation, entrée en IAE et accompagnement à la levée des freins sociaux**
 - 2. Elaboration du projet professionnel et insertion dans l'emploi durable**
 - 3. Développement de l'activité et des territoires**
- Besoin de renforcement du projet stratégique et du modèle économique et aussi l'organisation interne

Culture

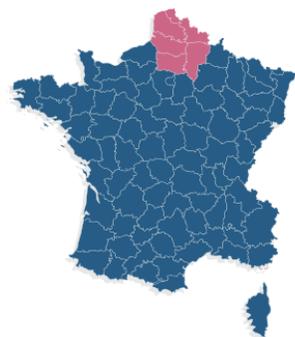
- Difficulté de recrutement - professeur.e.s d'école de musique, technicien.ne.s
- Evolution des modes de consommation de la culture
- Déploiement du plan « **Mieux produire, mieux diffuser** » avec un budget de 10 M€ en 2024

Précisions conjoncture régionale

➤ [Note de conjoncture 2021 de la CRESS Hauts-de-France](#)

CONJONCTURE DE L'EMPLOI ESS 2021

DANS LES HAUTS-DE-FRANCE



EN FRANCE

+ **3,2 %** de croissance de l'emploi ESS
+ **3 %** d'établissements ESS

+ **5850**

Le solde net d'**emplois ESS** en
Hauts-de-France pour l'année **2021**

*Différence entre l'effectif salarié de la fin du trimestre 2020
et de la fin du trimestre 2021*

Évolution de
l'effectif salarié



+3,3%

ESS

PRIVE

+3,3%

Croissance
de la masse
salariale



+ **7,1%**

Évolution
du nombre
d'établissements



+ **2,2%**

Précisions conjoncture régionale

➤ Note de conjoncture 2021 de la CRESS Hauts-de-France

évolution de l'emploi salarié **par famille**

entre fin 2020 et fin 2021

	Effectif salarié	Nombre d'établissements	Masse salariale
Associations	+ 3,7%	+ 3,0%	+ 8,1%
Coopératives	- 0,3%	- 3,7%	+ 2,1%
Mutuelles	+ 0,0%	- 3,2%	+ 2,1%
Fondations	+ 1,5%	+ 2,5%	+ 5,1%

	Poids du secteur dans les emplois	Effectif salarié	Nombre d'établissements	Masse salariale
Action sociale	33%	+ 2,0%	+ 1,6%	+ 7,4%
Hébergement médico-social	21%	+ 0,7%	+ 0,3%	+ 4,2%
Education	11%	+ 1,6%	+ 1,3%	+ 6,2%
Activités pour la santé humaine	7%	+ 1,2%	+ 5,6%	+ 5,8%
Soutien aux entreprises	7%	+ 5,7%	+ 1,3%	+ 10,4%
Activités financières et d'assurances	6%	- 1,6%	- 5,0%	+ 0,2%
Arts, spectacles et activités récréatives	5%	+ 26,9%	+ 6,2%	+ 40,4%
Sports et Loisirs	4%	+ 31,1%	+ 3,4%	+ 45,1%
Industrie et construction	1%	+ 0,1%	+ 4,3%	- 3,2%
Hébergement et restauration	1%	+ 2,7%	- 3,4%	+ 9,5%

Précisions conjoncture régionale

Panorama de la vie associative 2023, ORVA

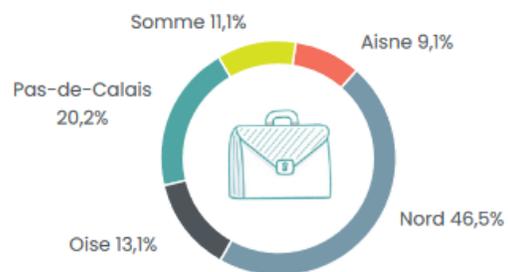


Précisions conjoncture régionale

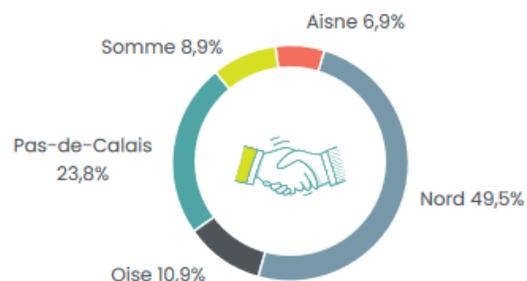
Panorama de la vie associative 2023, ORVA

ASSOCIATIONS EMPLOYEUSES DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

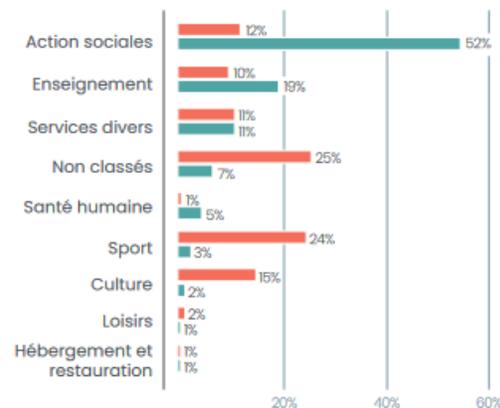
ASSOCIATIONS EMPLOYEUSES



POSTES ASSOCIATIFS



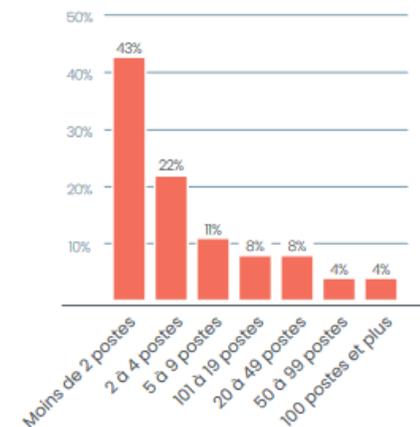
CONCENTRATION SECTORIELLE DES EMPLOIS ASSOCIATIFS



Si le secteur sportif représentait **24%** des associations employeuses des Hauts-de-France en 2019, il ne représentait que **3%** des emplois.

A contrario le secteur de l'action sociale représente **12%** des associations employeuses mais **52%** des emplois associatifs.

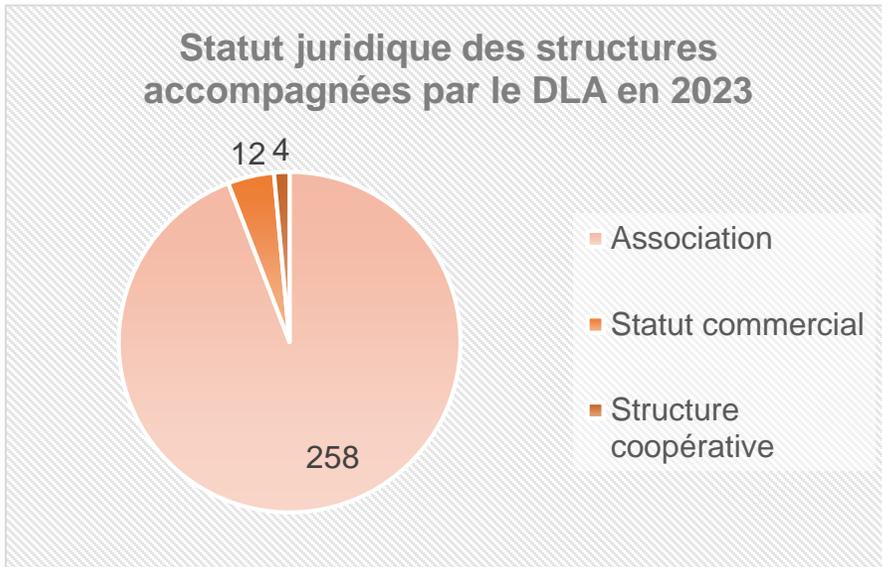
RÉPARTITION DES ASSOCIATIONS EMPLOYEUSES par tranches d'effectifs salariés



En 2019 **43%** des associations employeuses avaient moins de 2 postes salariés.

Etat des lieux du DLA en 2023

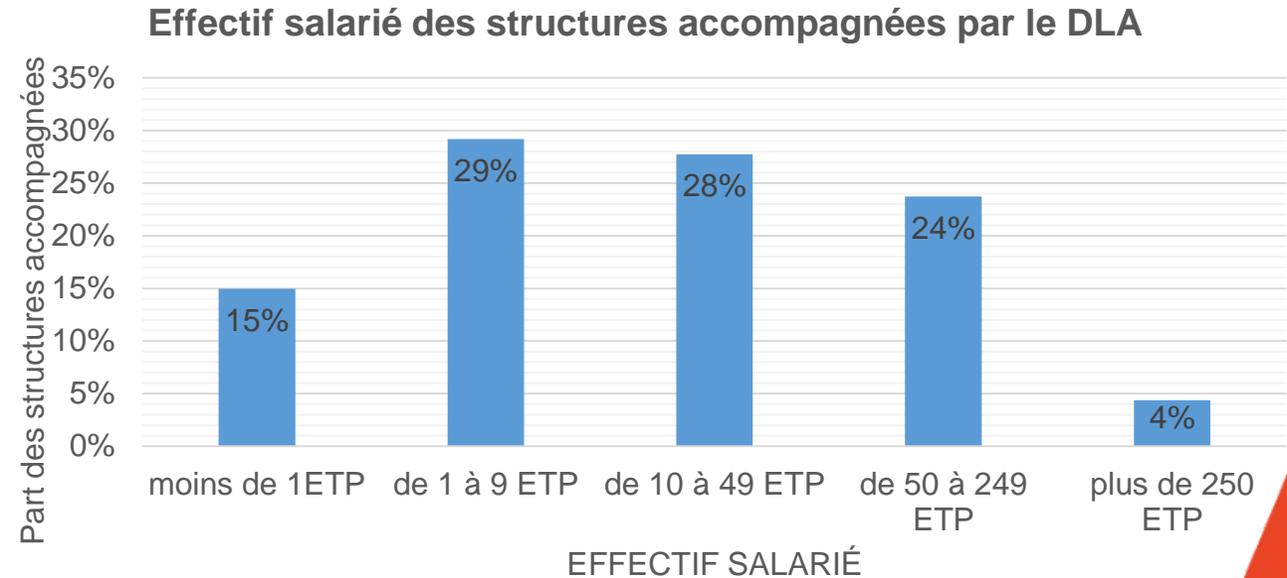
Attention : les données suivantes sont issues d'une extraction Enée et peuvent être erronées (erreurs de saisies)



Lecture : 258 structures sur les 274 accompagnées en 2023 étaient des associations

- 95% des structures accompagnées sont des associations
- Parmi les structures commerciales de l'ESS, il y a 3 EA, 3 ETTI

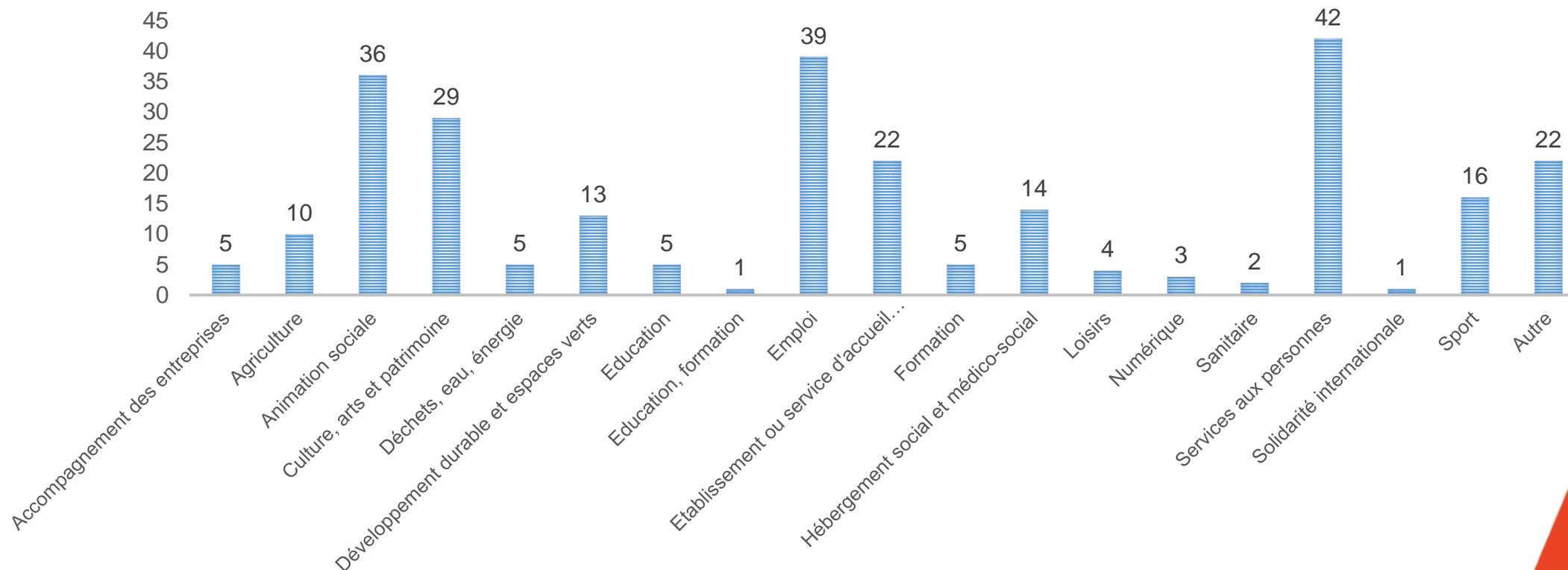
27/02/2024



Lecture : 29% des structures accompagnées par le DLA pendant en 2023 avaient entre 1 et 9 ETP

Etat des lieux du DLA en 2023

SECTEUR D'ACTIVITÉ DES STRUCTURES ACCOMPAGNÉES PAR LE DLA EN 2023



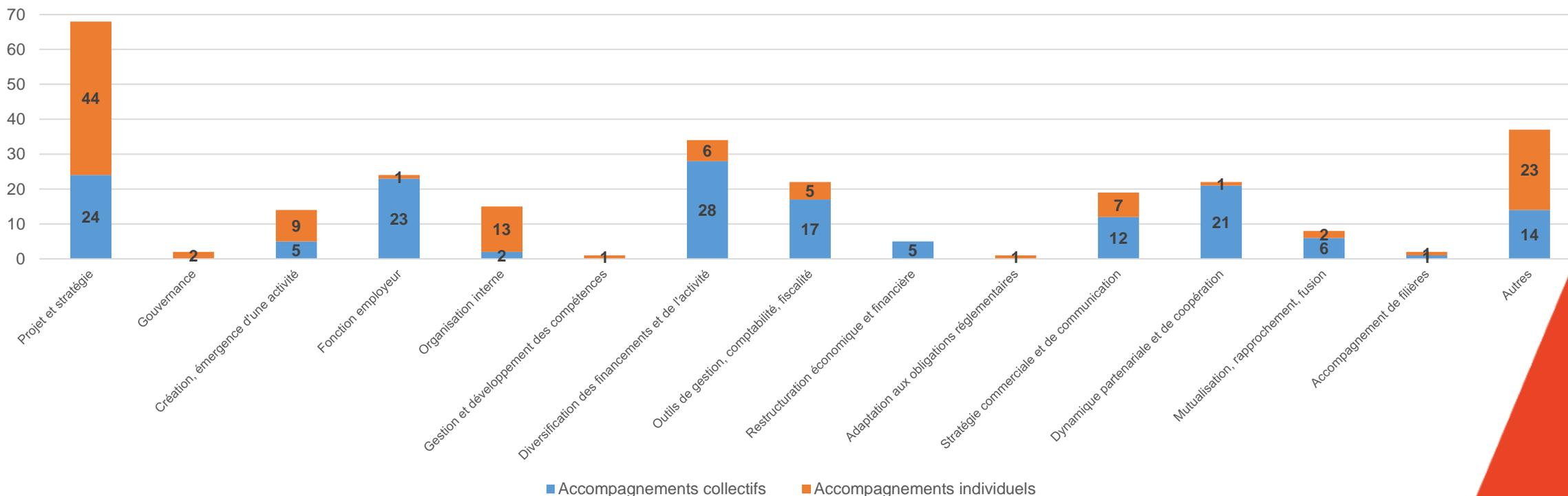
Lecture : 42 structures accompagnées en 2023 étaient des structures de services aux personnes

Attention : les données suivantes sont issues d'une extraction Enée et peuvent être erronées (erreurs de saisies)

Etat des lieux du DLA en 2023

Attention : les données suivantes sont issues d'une extraction Enée et peuvent être erronées (erreurs de saisies)

Thématique des accompagnements DLA en 2023



Lecture : En 2023, il y a eu 24 structures accompagnées en collectif sur leur projet et stratégie et 44 structures accompagnées sur la même thématique individuellement

Etat des lieux du DLA en 2023

274 Structures accompagnés entre 2023

Sous-Thématique 1	Prestation conseil collectif (en €) 158 structures accompagnées	Prestation conseil individuel (en €) 116 structures accompagnées	Prestation conseil total (en €)
1.1 Projet et stratégie	15 414 €	220 803 €	236 217 €
1.2 Gouvernance	6 000 €	12 000 €	18 000 €
1.4 Création, émergence d'une activité	23 960 €	46 550 €	70 510 €
2.1 Fonction employeur	4 000 €	3 000 €	7 000 €
2.2 Organisation interne	28 400 €	60 240 €	88 640 €
2.3 Gestion et développement des compétences	21 500 €	5 000 €	26 500 €
3.1 Diversification des financements et de l'activité	4 285 €	28 000 €	32 285 €
3.2 Outils de gestion, comptabilité, fiscalité	7 386 €	24 400 €	31 786 €
3.3 Restructuration économique et financière	28 474 €		28 474 €
3.4 Adaptation aux obligations réglementaires	11 636 €	4 500 €	16 136 €
3.5 Stratégie commerciale et de communication	1 600 €	28 400 €	30 000 €
4.1 Dynamique partenariale et de coopération	15 414 €	5 000 €	20 414 €
4.2 Mutualisation, rapprochement, fusion	6 000 €	9 500 €	15 500 €
4.3 Accompagnement de filières	23 960 €	4 980 €	28 940 €
5. Autres	4 000 €	13 615 €	17 615 €
(vide)	28 400 €	110 000 €	138 400 €
Total général	230 429 €	575 988 €	806 417 €

Lecture : En 2023, la thématique d'accompagnement Projet et stratégie a représenté 15 414€ de prestations conseil collectives et 220 803€ de prestations conseil individuelles. Représentant au total 236 217€ de prestation conseil engagé.

Attention : les données suivantes sont issues d'une extraction Enée et peuvent être erronées (erreurs de saisies)



Suivi des décisions de la triennale en cours

	Priorités 2023	Actions 2023
Approche thématique	Gouvernance et implication des bénévoles	Action d'animation régionale en 2023 et en 2024 2 accompagnement ayant comme thématique principale leur gouvernance
	Les formes innovantes de coopérations (mutualisation) sous forme accompagnement collectif	12 structures accompagnées en collectif sur la mutualisation (3 accompagnements) et 2 accompagnements individuels
	Décliner le plan régional Santé au Travail (2021 – 2025) / mise en lien avec le pôle T de la DREETS	Prise de contact de Leslie Martin avec la DREETS. Une piste de travail a été envisagée, concernant la réalisation d'un webinaire sur les risques psycho-sociaux, à destination des CMDLA et des associations.
	Mettre l'accent sur le post crise-covid : dans le suivi des structures accompagnées ainsi que la reprise d'activité	Pris en compte dans les accompagnements et éléments amenés en comités d'appui. Précision : d'autres crises se cumulent
	Formalisation des projets stratégiques / définition du plan de développement (mettre en lien avec une véritable stratégie d'investissement au besoin)	68 structures accompagnées sur leur projet, 14 sur la création d'une nouvelle activité et 19 sur leur stratégie commerciale ; Pas de possibilité d'évaluer le nombre d'accompagnement sur la stratégie d'investissement au vu de l'outil de reporting Enée ; Rencontre du DLA62 sur la stratégie d'investissement au premier semestre 2023
	Définition Modèle Économique	Pas de possibilité d'évaluer le nombre d'accompagnement sur le modèle économique ; 61 accompagnements sur des thématiques proches Travail sur les MSE en interDLA (une journée thématique)

Suivi des décisions de la triennale en cours

Approche Sectorielle	Priorités 2023	Actions 2023
	Priorité aux Services à la Personne sur les thématiques du développement / recrutement, la réorganisation	42 Structures accompagnées dont 10 sur la fonction employeur, 3 sur l'organisation interne et 3 sur des questions de développement
	EPHAD : gestion du patrimoine ; montage juridique ; gestions des charges	1 EPHAD accompagné sur la création d'une activité et sur la stratégie de mécénat
	Petite enfance	Rencontre avec le réseau Colline Acepp et échange sur le dispositif 14 structures travaillant sur la petite enfance accompagnées dont 10 sur la diversification de leurs financements
	Salles de spectacles et festivals	10 salles de spectacles accompagnées sur des thématiques variées Difficulté d'identifier les festivals quand il ne s'agit pas de l'activité principale (recherche pas code APE)



Partage des analyses des pilotes sur les besoins d'accompagnement de l'ESS suite aux participations à des événements ESS régionaux ou départementaux par les pilotes

Discussion 45 minutes

Partage des analyses des pilotes besoins d'accompagnement

- Réunions de l'ESS (GT des interlocuteurs ESS dans les DREETS et les préfetures) : thématiques abordées : DLA ; diminution des financement de l'ESS ; création d'une plateforme de centralisation ESUS ; définition d'une lettre de mission pour l'ESS afin de penser et normer l'articulation préfecture – direction régionale sur les sujets ESS
- Conférence de l'ESS : non abordé
- Mois de l'ESS : non abordé
- Dynamique inter-réseaux de l'ESS : non abordé
- Co-tech ESS : non abordé
- Autre(s) évènement(s) : non abordé



Définition des priorités d'accompagnement et d'animation souhaitées

	Priorités 2023	Actions 2023	Priorités 2024
Approche thématique	Gouvernance et implication des bénévoles	Action d'animation régionale en 2023 et en 2024 2 accompagnement ayant comme thématique principale leur gouvernance	Renouvellement des gouvernances Transmission de témoin / transition (direction ou gouvernance)
	Les formes innovantes de coopérations (mutualisation) sous forme accompagnement collectif	12 structures accompagnées en collectif sur la mutualisation (3 accompagnements) et 2 accompagnements individuels	Dynamique de mutualisation, coopération, formalisation d'une offre commune
	Décliner le plan régional Santé au Travail (2021 – 2025) / mise en lien avec le pôle T de la DREETS	Prise de contact de Leslie Martin avec la DREETS. Une piste de travail a été envisagée, concernant la réalisation d'un webinaire sur les risques psycho-sociaux, à destination des CMDLA et des associations.	RH (organisation interne, prévention des RPS dont l'épuisement professionnel, fonction employeur) Transmission de témoin / transition (direction ou gouvernance)
	Mettre l'accent sur le post crise-covid : dans le suivi des structures accompagnées ainsi que la reprise d'activité	Pris en compte dans les accompagnements et éléments amenés en comités d'appui. Précision : d'autres crises se cumulent	Transition Ecologique des structures de l'ESS
	Formalisation des projets stratégiques / définition du plan de développement (mettre en lien avec une véritable stratégie d'investissement au besoin)	68 structures accompagnées sur leur projet, 14 sur la création d'une nouvelle activité et 19 sur leur stratégie commerciale ; Pas de possibilité d'évaluer le nombre d'accompagnement sur la stratégie d'investissement au vu de l'outil de reporting Enée ; Rencontre du DLA62 sur la stratégie d'investissement au premier semestre 2023	Formalisation ou renouvellement des projets associatifs
	Définition Modèle Économique	Pas de possibilité d'évaluer le nombre d'accompagnement sur le modèle économique ; 61 accompagnements sur des thématiques proches Travail sur les MSE en interDLA (une journée thématique)	Evolution du modèle économique des structures de l'ESS (développement, hybridation des ressources, définition d'une stratégie d'investissement)

Définition des priorités d'accompagnement et d'animation souhaitées

	Priorités 2023	Actions 2023	Priorités 2024
Approche Sectorielle	Priorité aux Services à la Personne sur les thématiques du développement / recrutement, la réorganisation	42 Structures accompagnées dont 10 sur la fonction employeur, 3 sur l'organisation interne et 3 sur des questions de développement	Structures du médico social
	EPHAD : gestion du patrimoine ; montage juridique ; gestions des charges	1 EPHAD accompagné sur la création d'une activité et sur la stratégie de mécénat	
	Petite enfance	Rencontre avec le réseau Colline Acepp et échange sur le dispositif 14 structures travaillant sur la petite enfance accompagnées dont 10 sur la diversification de leurs financements	
	Salles de spectacles et festivals	10 salles de spectacles accompagnées sur des thématiques variées Difficulté d'identifier les festivals quand il ne s'agit pas de l'activité principale (recherche pas code APE)	Associations sportives

Définition des priorités d'accompagnement et d'animation souhaitées

Thématiques socles pour l'animation territoriales

- Transformation de l'association vers la SCIC
- Evaluation et mesure de l'impact social
- Innovation sociale
- Changements réglementaires (ex : évolution du statut de médiateur.ice social.e)
- Transition écologique des structures de l'ESS (sur le plan maîtrise des charges ; sur l'intégration de la TE dans le projet)



Financement du dispositif Etat – Banque des Territoires – Région

Discussion 20 min



➤ DREETS : Banque des Territoires
➤ Région

Répartition & Calendrier des demandes de financement des opérateurs DLA

Alerte régionale à destination des pilotes nationaux ;

	Etat	Banque des Territoires	Région
Répartition	diminution des financements DREETS sur le dispositif anticipée ; à confirmer par la DREETS lorsque les crédits auront été attribués (probablement Semaine 8)	<ul style="list-style-type: none"> Identique à 2023 	<ul style="list-style-type: none"> En cas de baisse des objectifs, il y aura un arbitrage avec les opérateurs sur le montant de co-financement de la région
Calendrier	Aucune information	<ul style="list-style-type: none"> Instruction reçue, possibilité de lancer les demandes de conventionnements avec Corine Catteau 	<ul style="list-style-type: none"> Commission permanente du 4 juillet ; envoi des demandes de subvention avant le 20 mars ; voir mail envoyé par Quentin Pille le 28/02/2024

Evolution des modalités de réalisation de l'activité DLA dans les conventionnements DREETS

➤ Estimation des risques d'une fin d'activité au 31/03 sur le dispositif, les bénéficiaires, les opérateurs et les prestataires

➤ Voir note d'alerte transmise



IMPACTS SUR LE DISPOSITIF D'UNE FIN D'ACTIVITÉ AU 31/03

Sur les bénéficiaires du DLA

- Inéquité de qualité d'accompagnement entre un structure qui veut être accompagnée et contacte le DLA en mai et une autre qui le contacterait en octobre
- **Risque d'attente pour la réalisation de l'accompagnement** prestataire, l'attente pouvant aggraver les difficultés de certaines associations
- Sur certains accompagnements, des effets externes (perte de financement) ou interne (problème RH, crise de gouvernance...) à la structures lui rend impossible de **suivre l'accompagnement par le prestataire dans le calendrier prévu** initialement

Sur la qualité du dispositif

- Peut créer des **logiques d'opportunité** : accompagner des structures sur de courtes périodes pour compléter les objectifs
- Créer un **phénomène de Stop & Go** pour les structures bénéficiaires qui auront l'impression que le DLA ne répond pas à leur besoin d'accompagnement que sur une courte période, moins de recours au dispositif
- **Evolution du dispositif à penser des parcours d'accompagnement mixtes**, plus long et ne dépendant pas uniquement du DLA
- Implique **une perte de souplesse** du dispositif aux situations des structures accompagnées qui contribue à la qualité du dispositif et au **"sur-mesure" des accompagnements**

Sur les opérateurs du dispositif

- **Enjeu de sécurisation des financements** : pour pouvoir terminer l'activité tôt, il faut pouvoir la démarrer au plus vite en ayant les montants des prestations conseils ainsi que les objectifs d'accompagnement
- **Réduit la période de réalisation de l'activité** (conventionnement juillet et fin de l'activité en novembre)
- Impact sur la qualité et les conditions de travail des chargé.e.s de mission DLA (forte période d'activité et période de creux en attendant le conventionnement)

Sur les prestataires

Dégradation de la relation aux prestataires et DLA, forme de maltraitance administrative

- **Concentration des accompagnements** sur la période mai - juillet ; septembre - décembre qui réduira la disponibilité des prestataires et mettra en concurrence les DLA
- **Concentration du travail de bilan** au premier trimestre pour le DLA avec une échéance commune
- Ne permet pas de prendre en compte le ralentissement de l'accompagnement ou son adaptation parfois essentiel



Points divers sur le pilotage

Discussion et information 20 min

Points divers pilotage

- Futur Espace Numérique de Travail
 - déploiement au 2nd semestre 2024 ;
 - coûts de fonctionnement (achat d'une licence par personne intervenant sur le DLA : chargé.e de mission ou gestionnaires administratifs) ;
 - temps humain important à consacrer à la formation des chargé.e.s de mission DLA (1 formation en présentiel + modules en visio)
 - évolution des pratiques métiers

- Règlement intérieur non validé
 - *Reporté*

- Relation prestataires
 - *Reporté*

Merci de votre attention !